

Notre gouvernement ne doit pas permettre la destruction de cette industrie. L'industrie laitière ne doit pas être sacrifiée parce qu'on veut se montrer conciliants vis-à-vis des grandes puissances économiques.

Dans la seule région de l'Atlantique, 6 250 emplois dépendent de l'industrie des produits laitiers, des oeufs et de la volaille; dans la région centrale du pays, on compte plus de 70 000 emplois du genre, et plus de 20 000 dans l'Ouest.

Le moment est venu pour le Canada de dire «ça suffit!» Les agriculteurs canadiens ne retirent rien du GATT. Nous sommes encore une fois les perdants.

\* \* \*

[Français]

### LES JEUX DU CANADA

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, je suis heureux, à titre de secrétaire parlementaire du ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, d'informer les députés de cette Chambre qu'aujourd'hui nous célébrons le 25<sup>e</sup> anniversaire des Jeux du Canada.

Depuis les premiers jeux, à Québec, en 1967, près de 31 000 jeunes Canadiens ont participé aux jeux proprement dits et 120 000 ont pris part aux épreuves éliminatoires, et ce tout en acquérant une précieuse expérience de la compétition.

La tradition des Jeux du Canada se perpétuera aux Jeux d'été de 1993, à Kamloops, en Colombie-Britannique et aux Jeux d'hiver de 1995, à Grande Prairie, en Alberta.

Ces jeux ont aussi servi de tremplin à la plupart de nos athlètes qui représentent actuellement notre pays aux Jeux olympiques d'Albertville.

J'aimerais également profiter de cette journée spéciale pour annoncer la création du Prix Roland Michener qui sera remis tous les deux ans à un jeune athlète prometteur des Jeux du Canada.

M. Michener, décédé l'an dernier, était reconnu pour sa passion du jogging et pour ses efforts de promotion des sports et de la condition physique. Il me semble approprié de l'honorer en veillant à ce que les futures générations de jeunes athlètes canadiens gardent vivant le souvenir d'un tel homme.

Célébrons ensemble, monsieur le Président, cet anniversaire des Jeux du Canada.

### Article 31 du Règlement

[Traduction]

### L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

**Mme Christine Stewart (Northumberland):** Monsieur le Président, il y a quelque 225 exploitations agricoles assujetties à la gestion de l'offre dans la circonscription que je représente, celle de Northumberland.

Le dénouement des pourparlers du GATT, dans les semaines à venir, inquiète les agriculteurs. Qui plus est, toute perte dans le domaine agricole a des répercussions négatives sur beaucoup d'autres secteurs de notre économie.

L'agriculture est une composante indispensable de notre économie, aussi bien en raison des recettes commerciales qui en découlent que de ses retombées sur les fournisseurs, les manutentionnaires et les industries de transformation du secteur agricole. L'agriculture est le gagne-pain de nombreux électeurs des régions rurales de la circonscription de Northumberland.

Le système canadien de gestion de l'offre a procuré des prix stables à nos producteurs de lait, de volaille et d'oeufs et il garantit des approvisionnements aux Canadiens depuis plus de 20 ans. Un système modifié pourrait compromettre le gagne-pain et le mode de vie de milliers d'agriculteurs de la circonscription de Northumberland, quelque 70 000 emplois en Ontario et une industrie de 10 milliards de dollars.

J'exhorte le gouvernement fédéral à aider les agriculteurs de la circonscription de Northumberland et de partout au Canada et à faire tout son possible pour empêcher la destruction des systèmes canadiens de gestion de l'offre à l'issue des pourparlers actuels du GATT.

La gestion de l'offre au Canada est le meilleur système qui soit pour nos producteurs de lait et de volaille.

\* \* \*

### L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

**M. Ross Belsher (Fraser Valley-Est):** Monsieur le Président, nous approchons, je l'espère, de la conclusion heureuse de l'Uruguay Round des négociations du GATT.

Pour la première fois dans l'histoire du GATT, l'agriculture figure au nombre des secteurs visés. Le Canada s'est dit en faveur du renforcement et de la clarification de l'article XI. C'est une affaire de la plus haute importance.